

## Comment les gouvernements africains réagissent-ils pour éviter une crise de la faim due au COVID-19 ?

L'économie mondiale étant ébranlée par les mesures liées au COVID-19, le monde fait face au risque d'une augmentation spectaculaire de la faim et de la malnutrition. Le 16 avril, [les ministres des États membres de l'Union africaine](#) ont reconnu que les efforts visant à contenir la propagation du virus devaient s'accompagner de mesures visant à minimiser les perturbations des systèmes alimentaires et agricoles et à soutenir les moyens de subsistance de tous les citoyens africains pendant et après la pandémie du COVID-19.

Le Secrétaire général des Nations Unies a depuis [appelé à une action immédiate pour éviter une urgence alimentaire mondiale liée au COVID-19](#). « Nos systèmes alimentaires sont défaillants et la pandémie de COVID-19 aggrave les choses », a-t-il déclaré. Il a souligné trois mesures politiques que les pays devaient hiérarchiser : désigner les services alimentaires et nutritionnels comme étant essentiels tout en soutenant les flux commerciaux, instituer une protection sociale plus solide pour la nutrition et construire de meilleurs systèmes alimentaires.

### Intervenants :

S. E. Noël Koutera Bataka, Ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique, Togo

S. E. Madjidian Padjia Ruth, Ministre de la production, de l'irrigation et des équipements agricoles, Tchad

S. E. Josefa Sacko, Commissaire chargé de l'économie rurale et de l'agriculture, Commission de l'Union africaine

S. E. Sadou Seydou, Ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Niger

S. E. Vincent Ssempijja, Ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique, Ouganda

### Modératrices :

Francine Picard Mukazi et Carin Smaller, IISD

---

## Points clés de la discussion :

### *Résilience des systèmes alimentaires pendant et après la pandémie de COVID-19*

- La pandémie liée au COVID-19 a révélé diverses fragilités du système alimentaire, en particulier la forte dépendance des pays africains à l'égard des importations alimentaires. Avec diverses interdictions d'exportation imposées par l'Asie et la Russie sur les céréales, les États africains doivent repenser et prioriser la résilience des systèmes alimentaires, le commerce intra-africain et l'autosuffisance alimentaire après la pandémie.
- La lutte contre la malnutrition est centrale, car les pays mobilisent des ressources pour aider les plus vulnérables à la suite de la crise. « Les personnes qui sont mieux nourries sont

plus résistantes que celles qui ne le sont pas», a déclaré S. E. Josefa Sacko, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture, Commission de l'Union africaine.

- Les pays font face au double / triple fardeau du COVID-19 et à ses impacts, en particulier sur les populations vulnérables. Ils sont également confrontés aux effets des changements climatiques tels que les inondations en Ouganda et l'invasion des criquets pèlerins et larves légionnaires au Tchad et dans la région plus large d'Afrique centrale et orientale.
- Au Togo, au Tchad, au Niger, en Gambie et en Ouganda, la pandémie de COVID-19 a un impact plus important sur les femmes que sur les hommes, compte tenu du nombre de femmes engagées dans les exploitations agricoles de petite taille. Les mesures de confinement ont gravement perturbé les chaînes d'approvisionnement et affaibli l'accès aux intrants agricoles et aux marchés. C'est dans cette optique que les gouvernements prennent des mesures ciblées pour alléger le fardeau des femmes grâce à des subventions aux intrants.
- Pour assurer la production locale et le transport de denrées alimentaires des zones rurales vers les zones urbaines, certains pays, comme l'Ouganda, ont inscrit l'agro-industrie en tant que service essentiel.

#### *Accroître le commerce intra-africain pour soutenir la croissance économique et agricole*

- Bien que les pays aient progressé dans la lutte contre la pauvreté et la diversification des activités économiques, le COVID-19 a eu un effet délétère sur tous les secteurs, réduisant la croissance du PIB pour la plupart, sinon la totalité, des pays.
- Avant la pandémie, les transferts de fonds de la diaspora contribuaient largement au commerce et au capital des entreprises dans les grandes villes, mais la diminution des flux est désormais évidente avec le ralentissement des entreprises, comme dans le cas du Togo.
- Les gouvernements dans tous les domaines s'efforcent de soutenir les intrants des agriculteurs tels que les semences, les engrais, la mécanisation (tracteurs) et les pesticides pour permettre une production locale continue de nourriture. Une stratégie clé de certains gouvernements a été d'assurer le flux continu de marchandises entre les zones rurales et urbaines et à travers les frontières.
- Les blocs économiques régionaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), où le Niger est représenté, accordent également la priorité au stockage des récoltes et veillent à ce que la libre circulation des marchandises entre les frontières reste intacte.
- L'Union africaine travaille avec des organisations partenaires et des États membres pour stimuler le commerce intra-africain par le biais de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Elle entend également à terme développer la protection sociale dans les systèmes alimentaires, déterminer les calendriers des cultures entre les pays pour mieux se



préparer à l'aide d'engrais et de semences, soutenir les marchés intérieurs et protéger les chaînes d'approvisionnement en intrants pour les petits producteurs agricoles.

- Les participants souhaitent savoir si les gouvernements entreprennent actuellement l'agro-écologie et si les semences utilisées sont brevetées ou indigènes. De même, ils ont demandé si l'Union africaine mobiliserait les gouvernements nationaux et les donateurs pour le financement de la recherche sur des questions telles que la sélection végétale pour atténuer l'impact du COVID-19. La plupart des pays s'efforcent d'améliorer la production dans les zones rurales pour accroître leur capacité. Dans cette optique, le gouvernement tchadien renforce simultanément ses politiques de protection de l'environnement.
- Les participants voulaient savoir ce qui était fait pour remédier aux fermetures de frontières et à la perturbation des flux commerciaux. D'autres souhaitent savoir comment les gouvernements surveillaient les prix des denrées alimentaires, compte tenu de leur volatilité : « Qui en profite et que font les gouvernements pour faire face à ces disparités? » Les États membres, par exemple au sein de la CEDEAO, continuent à collaborer sur l'ouverture des frontières ; de même, la déclaration des ministres de l'Union africaine du 16 avril est un engagement politique pour assurer la poursuite des échanges de marchandises pendant la crise et au-delà.
- Pendant et après la pandémie, certains pays, comme l'Ouganda, accordent la priorité aux partenariats avec le secteur privé pour soutenir la récolte et renforcer les chaînes de valeur des produits de base.

#### *Utilisation accrue des technologies modernes*

- Les États africains utilisent de plus en plus les transferts mobiles (en espèces) pour aider les agriculteurs pendant cette période. Cela permet une transparence et un suivi appropriés, compte tenu des mesures actuelles en matière de distanciation sociale.
- Le gouvernement togolais utilise des téléphones portables pour localiser les producteurs et retrouver les personnes bénéficiant de facilités de crédit, tandis que le gouvernement ougandais a mis en place des extensions et des bons électroniques pour permettre le transfert de connaissances tout en minimisant les contacts physiques avec les agriculteurs.

